lutte ouvrière

N° 506 — MARDI 7 MARS 1978 — QUOTIDIEN — PRIX : 0,50 F

Oui, Marchais, tout dépend des travailleurs !

« **Cela dépend de vous** » : tel est le titre d'une page de **l'Humanité** du 6 mars, qui reprend le discours fait par Marchais à Lille le 4 mars dernier.

A lire cette page où il « **s'adresse aux travailleurs et travailleuses du pays** », on pourrait croire qu'il répond à notre camarade Arlette Laguiller qui, lors de son intervention radiotélévisée du 2 mars, prévenait les travailleurs que Marchais comme Mitterrand, une fois au pouvoir, oublieraient toutes leurs promesses, qu'ils leur diraient d'être raisonnables et de se serrer la ceinture maintenant, pour que cela aille mieux demain, et leur rappelait : « **Marchais et Mitterrand ont déjà deux langages, l'un destiné aux travailleurs, et l'autre destiné aux possédants qu'ils s'emploient à rassurer de leur mieux** ».

En effet, maintenant, Marchais affirme : « **On ne trouve pas chez nous ce double langage qui permet aux candidats de dire une chose et à la direction de leur parti d'en dire une autre. (...) Oui, en ce qui concerne le Parti Communiste, on peut en être certain : lorsqu'il appelle les travailleurs à voter pour lui, il les appelle en toute clarté à voter pour un vrai changement, pour une politique qui ne cherche pas à faire plaisir aux riches et aux capitalistes, mais leur apporter à eux, les travailleurs, une vie meilleure, plus libre, plus sûre** ».

Et il continue : « **On n'imagine pas en effet le Parti Communiste chercher à contenter le grand patronat et M. Giscard d'Estaing. (...) On ne peut pas penser qu'il hésitera à frapper le grand capital et à faire payer les riches. On n'imagine pas les communistes continuant la politique d'austérité, remplaçant les technocrates et les énarques d'aujourd'hui par ses propres technocrates et ses propres énarques, limitant les droits des travailleurs ou demandant aux syndicats de modérer leurs revendications** ».

Oui, dans cette page, Marchais non seulement tient un langage radical, mais prend vis-à-vis des travailleurs communistes des engagements fermes, sinon très précis, sur la politique qu'il mènera au gouvernement.

Toutes ces promesses que fait aujourd'hui Marchais, tous les engagements qu'il prend, la main sur le cœur, ne changent rien de fondamental. Demain, une fois au gouvernement sous la houlette de Mitterrand, c'est la politique dont aura besoin la bourgeoisie que Marchais contribuera à mettre en œuvre, une politique d'austérité pour les travailleurs et de soutien au grand capital.

Mais c'est tant mieux, en tout état de cause, si Marchais tient aujourd'hui un tel langage ! C'est tant mieux si l'intervention télévisée de Lutte Ouvrière a servi ne serait-ce qu'à obliger Marchais à affirmer que « **cette fois-ci, vous ne pouvez pas être trompés, vous ne pouvez pas être déçus** » !

Car c'est justement le contraste entre le langage que tient aujourd'hui Marchais, et celui qu'il tiendra une fois au pouvoir, qui permettra aux travailleurs aujourd'hui abusés par le Parti Communiste d'ouvrir les yeux, aux travailleurs qui n'avaient pas cru à ce que nous, Lutte Ouvrière, disions, de prendre conscience que nous avions raison.

La démagogie actuelle du Parti Communiste contribue à tromper un certain nombre de travailleurs. Mais ces travailleurs ne manqueront pas, demain, de réclamer que les promesses de Marchais soient tenues. Et si la classe ouvrière est décidée à obtenir son dû, rien ne sera encore joué. S'il y a suffisamment de travailleurs le 12 mars pour voter pour les candidats de Lutte Ouvrière et envoyer au Parlement des députés de Lutte Ouvrière, ces députés se feront les porte-parole des aspirations de la population laborieuse. Et ce sera une chance de plus du côté des travailleurs.

Mais de toute façon, demain, les travailleurs socialistes déçus par leur parti, les travailleurs communistes déçus par le leur, peuvent se retrouver au coude à coude avec ceux des travailleurs qui, bien conscients qu'ils ne pouvaient faire confiance ni à Marchais ni à Mitterrand, auront voté pour Lutte Ouvrière.

Ensemble, ils pourront construire un nouveau parti, à la gauche du Parti Communiste et du Parti Socialiste. Et ils pourront imposer la satisfaction de leurs revendications, ce qui sera sans doute la meilleure façon d'être sûr de voir les promesses de Marchais tenues.

De 1960 à 1977 : la droite est restée aussi bête !

Dans sa volonté de démontrer que tout va pour le mieux dans la meilleure des France, et donc qu'on aurait tort de vouloir que ça change, Le Figaro **ne se contente pas de ses éditorialistes attitrés. Il fait donner les chiffres. Son numéro du 6 mars contient près d'une page de statistiques destinées à illustrer le titre** « 1960-1977 : la progression spectaculaire du niveau de vie des Français ».

Spectaculaire, en effet ! Figurez-vous que l'espérance de vie elle-même a fait « un bond en avant »... depuis que la droite est au pouvoir. Moins que le nombre des super et hyper-marchés — autre élément qui prouve que l'on vit bien — mais enfin, il ne faut pas être trop gourmand. Et puis, tout de même, il y a plus d'autoroutes, plus de machines à laver, on mange moins de patates, mais on boit plus d'eaux minérales (mais faut avoir du courage pour boire celle du robinet) et, signe évident « d'aisance matérielle », on fume deux fois plus de cigarettes. Enfin, heu-reux ! C'est le Figaro **de Hersant qui nous le dit.**

L'avantage des chiffres, c'est qu'on peut leur faire dire beaucoup de choses : ils protestent rarement.

Ils ne protestent pas par exemple lorsque le Figaro **cite dans ladite** « progression spectaculaire du niveau de vie » **la réduction de la durée moyenne hebdomadaire du travail de 10 %, alors que ce qui fait notamment baisser cette moyenne, c'est le nombre de travailleurs en chômage partiel avec la paie en conséquence. Les chiffres ne protestent pas non plus lorsque** le Figaro **présente comme un progrès la diminution brutale de la population des campagnes, la disparition non moins brutale d'un tiers des exploitations agricoles, des plus petites évidemment.**

(Suite page 2)

Marchais : " le 12, on vote, le 13, on débloque "

Au fil des jours, les formules du PCF concernant son attitude au lendemain du 12 mars évoluent. Rappelons-nous : il y a quelques mois, le PCF expliquait que, pour que la discussion reprenne avec le PS, il fallait que ce dernier accepte « un bon Programme commun réactualisé ». **Puis il y a quelques jours, il avait atténué sa proposition, en ne parlant plus que d'un** « accord politique » **et** « de l'acceptation des ministres communistes ». **Ces formules étaient sans doute encore trop précises et trop contraignantes, puisqu'aujourd'hui le PCF ne parle même plus d'un accord. Ainsi, dans son éditorial du lundi 6 mars,** l'Humanité **explique, reprenant des propos de Marchais, que pour assurer la victoire de la gauche, il faut** « voter pour le candidat communiste le 12, afin de DEBLOQUER **(c'est nous qui soulignons)** la situation le 13 et de gagner le 19 ». **Le 12 on vote, le 13 on débloque. Plus on se rapproche de l'échéance électorale, plus les exigences du PCF se font vagues. Mais, par là même, plus ses intentions apparaissent précises. Car on peut voir de plus en plus nettement que les motifs invoqués dans la querelle qui opposait et oppose encore (pour combien de temps ?) le PC et le PS, ne constituent qu'un rideau de fumée derrière lequel il y a des rivalités : le nombre de sièges qu'ils auront respectivement au Parlement et, pour le PCF, le nombre de postes de ministres qu'il pourra obtenir de Mitterrand.**

Certes, le ton reste encore dur entre les dirigeants des deux partis. Mais en même temps les formules qui préparent l'ouverture se multiplient et s'affirment. Nul ne peut prévoir à quel moment les marchandages en cours aboutiront, sauf peut-être les dirigeants du PC et du PS, qui sont maîtres du jeu.

Il est évident que la situation serait plus claire si la réconciliation se réalisait avant le 12 mars. Ainsi les électeurs qui aujourd'hui s'apprêtent à voter pour Marchais et le PCF parce que, croient-ils, celui-ci ne saurait s'incliner devant Mitterrand, pourraient se rendre compte, avant de glisser leur bulletin dans l'urne, que Marchais, après avoir dit une chose, s'apprête à faire son contraire. Par contre, si l'accord ne se réalise qu'au lendemain du 12 mars, beaucoup d'électeurs du PCF ne verront que trop tard qu'ils ont été trompés par Marchais, et certains regretteront de n'avoir pas voté pour les candidats de Lutte Ouvrière au premier tour.

Mais, comme le disait Marchais lui-même, il y a quelques jours : « La première fois que tu es trompé, c'est de la faute de celui qui t'a trompé ; la deuxième fois que tu te laisses duper, c'est de ta faute ». **Et quel que soit le moment où le PCF s'alignera sur Mitterrand, les travailleurs et les travailleuses devront retenir cette maxime.**

CLERMONT-FERRAND :

Une réunion publique avec Arlette Laguiller

Dimanche 5 mars à 17 heures, la salle Gaillard à Clermont-Ferrand était pleine pour écouter Arlette Laguiller et tous les candidats présentés par Lutte Ouvrière dans le Puy-de-Dôme.

A la tribune, à côté d'Arlette Laguiller et de son suppléant Gérard Aubry, ouvrier à l'AIA à Clermont-Ferrand, avait pris place Roland Simonet, ouvrier à Cégédur à Issoire, candidat dans la 3e circonscription ; Daniel Seguy, ouvrier chez Michelin, candidat dans la deuxième ; Martine Payet employée de banque, candidate dans la première ; Jean-Claude Vrain, ouvrier métallurgiste, qui se présente dans la 5e circonscription.

Anita Arteta, employée de bureau chez Michelin, et suppléante dans la 1re circonscription, présidait la réunion, qui débuta devant un public essentiellement populaire par une intervention de Martine Payet sur les femmes, la politique et les élections. Après elle, Daniel Seguy est venu parler de la façon dont le patronat en général et Michelin en particulier entendait faire payer la crise aux travailleurs.

Puis Arlette Laguiller a pris la parole. Après avoir salué l'effort fait par tous les camarades dans la campagne électorale, et la sympathie rencontrée parmi les ouvriers et les agriculteurs les plus pauvres, elle a dénoncé la politique de la droite, notamment en matière d'armements.

« Dans le budget de la ménagère, a-t-elle dit, **il n'y a pas de place pour le gâchis et l'inutile. Mais dans le budget de l'Etat, le gâchis et l'inutile passent avant le nécessaire.** (...) **Aujourd'hui Giscard peut nous dire tranquillement que, dans les années 1980, la force de frappe française sera trois fois plus importante que maintenant. Et il peut le dire, lui, le chef d'une majorité en train de basculer, parce qu'il sait que la gauche mènera en matière atomique la même politique.** (...) **L'Etat est un client en or. Il achète ce qu'aucun particulier ne pourrait ou ne voudrait acheter. »**

Elle a dit aussi, évoquant le coiffeur de M. Barre : **« Les hommes de la droite vont peut-être se faire couper les cheveux comme tout un chacun, mais les gens qu'ils fréquentent, ce ne sont pas les coiffeurs et les épiciers. Leurs amis, c'est Dassault, qui peut se permettre de se faire voler 800 millions sans même considérer que cela vaut la peine de porter plainte. C'est le baron Empain, capable, dit-on, de perdre un million de francs au pocker en une seule nuit. C'est ce pauvre Monsieur Barrière, dont la femme n'a besoin que de 3 kilos de bijoux pour paraître en soirée.** (...) **Les petits commerçants, c'est vrai, ont souvent le cœur à droite. Mais ils ont aussi une tête, et ils peuvent s'en servir aussi bien que les autres. Ils savent bien que leur sort et leurs ressources sont liés à celles de la classe ouvrière. Et que l'Etat, loin de les aider comme il aide ses amis industriels et financiers, comme il aide les Mammouth et les Carrrefour, leur impose à eux, au contraire, des taxes, des contrôles, des impôts et des tracasseries de tous ordres.**

Le 19 au soir, nous aurons, il faut l'espérer, changé la majorité au Parlement. Nous aurons du même coup changé le gouvernement. Mais sommes-nous assurés pour autant qu'elle en changera la politique ? »

Pour illustrer cette méfiance, notre camarade évoque le retournement du PCF sur la bombe atomique. **« Alors, c'est oublier les appels de Stockholm, les marches de la paix, les pétitions, les manifestations. Alors, pendant trente ans, les militants, les sympathisants, les électeurs communistes, qui ont milité contre la bombe atomique, ont été dans l'erreur. Et du jour au lendemain, les voilà transformés en militaristes de choc. Ou bien ce n'est pas vrai ; les militants, les sympathisants, les électeurs communistes ne sont pas des girouettes. Ils ne sont pas convaincus par le retournement de Marchais. »**

Et pour terminer, elle a invité à voter pour les candidats de Lutte Ouvrière, en ces termes : **« Si Mitterrand et Marchais retournent leur veste et veulent imposer l'austérité aux travailleurs, il n'y a que des députés de Lutte Ouvrière qui pourront alors s'opposer, dénoncer, protester. Bien sûr, il y aura la droite pour ricaner, en attendant son heure. Mais la droite n'a jamais défendu les intérêts des travailleurs, et elle ne les défendra jamais. S'il n'y a pas, à la Chambre, de députés de Lutte Ouvrière, lors il n'y aura personne pour représenter les intérêts des travailleurs. Il faut qu'il y ait, à la Chambre, une extrême-gauche pour critiquer le gouvernement sur sa gauche. Nous n'avons pas peur d'être minoritaires. »**

Evoquant la loi électorale qui désavantage les petites formations, Arlette Laguiller a conclu en disant : **« Ce n'est pas une raison pour voter avec les grands partis en croyant voter utile. Un seul député de Lutte Ouvrière à l'Assemblée pourrait faire plus de bruit que trois cents députés de gauche, dans la ligne, muets et conformistes. »**

FORT-DE-FRANCE (Martinique) :

LE BATIMENT EN GRÈVE

La grève des travailleurs du bâtiment de Fort-de-France en Martinique a connu une nouvelle flambée au cours des derniers jours.

Le bâtiment est, en Martinique, le secteur non agricole qui emploie le plus de travailleurs. C'est aussi un secteur qui a été particulièrement touché par le ralentissement économique et où les licenciements et les mises en chômage technique ont été nombreux, dans un pays où, rappelons-le, un travailleur sur deux est condamné au chômage total ou partiel ! Il n'est pas étonnant que, à côté d'autres revendications propres à la corporation, les travailleurs du bâtiment aient mis en avant la revendication du droit à l'allocation chômage. A l'heure actuelle, dans ces départements prétendument français, l'allocation chômage n'existe pas, pas plus d'ailleurs qu'un certain nombre d'autres lois sociales favorables aux travailleurs.

Après plusieurs semaines de grèves, touchant tantôt totalement, tantôt partiellement les chantiers de Fort-de-France, les patrons du bâtiment ont fait mine de céder sur certaines des revendications particulières des travailleurs, pour revenir finalement sur leurs promesses. Ce revirement a entraîné la réaction immédiate des ouvriers du bâtiment, qui ont manifesté leur colère en se répandant partout dans la ville, en bloquant la circulation, en improvisant par endroit des barricades.

Le pouvoir colonial a d'autant plus de raisons de s'inquiéter que la revendication de l'alignement de la législation sociale des Antilles sur celle de la France est une revendication partagée par tous les travailleurs des Antilles. Il a quelques raisons de craindre que la grève du bâtiment devienne grève générale tout court. Sa première réaction a été de ramener en Martinique des unités de légionnaires stationnées d'ordinaire en Guyane.

Les travailleurs du bâtiment de Fort-de-France ne se laissent pas impressionner par la proximité des élections ; ils ont des revendications, et ils se battent pour les imposer. Ils ont raison. Mais rappelons-nous que c'est avec notre argent, l'argent des impôts, qu'on entretient là-bas des forces de répression massives, CRS et autres Képis rouges ; qu'on fait de ces pays un dépotoire de légionnaires. Ces forces de répression sont là-bas pour défendre les privilèges et les bénéfices d'une poignée de promoteurs immobiliers, de spéculateurs de l'import-export, de grands propriétaires terriens — parmi lesquels le baron Empain — au détriment d'une population travailleuse condamnée à la misère.

Fabre a peur qu'on l'oublie

Robert Fabre, le dirigeant des Radicaux de Gauche, est amer : la polémique entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste le relègue à l'arrière-plan et plus personne — même ses alliés — ne parle de lui.

Dans une interview au journal **Le Matin** (6-3), il tient à rappeler son existence : **« Il s'agit de savoir si le Programme commun de gouvernement, l'Union de la gauche, sont le fait du seul Parti Socialiste ou du seul Parti Communiste. Il s'agit de savoir s'ils vont négocier entre eux un programme à mi-chemin de leurs thèses, en oubliant qu'il existe un troisième partenaire, le Mouvement des Radicaux de Gauche. Nous ne signerons pas cette fois de Programme commun de gouvernement que nous n'aurions pas négocié avec nos partenaires sur un pied d'égalité ».**

Monsieur Robert Fabre peut taper du poing sur la table et rappeler qu'il n'acceptera aucune modification au programme de 1972 en matière de nationalisations, c'est certainement un geste qui ne peut pas lui faire du mal sur le plan électoral. A quelques jours des élections, Fabre a bien intérêt à rappeler que le Mouvement des Radicaux de Gauche existe toujours — on aurait pu l'oublier — et à réaffirmer devant son électorat sa fermeté vis-à-vis du Parti Communiste et de toute concession possible de Mitterrand à Marchais.

Mais ce n'est pas cela qui impressionnera Mitterrand et Marchais. Et Fabre doit bien le savoir. Les quelques députés du MRG ne pèseront pas lourd dans l'arithmétique parlementaire et, si Fabre ne file pas droit, Mitterrand pourra sans doute trouver sans peine dans la majorité actuelle l'appoint qui pourrait lui manquer. Pourquoi pas d'ailleurs du côté des radicaux, actuellement « de droite », de Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui sont bien interchangeables avec ceux qui se prétendent de gauche. L'Union de la gauche n'est pas très regardante sur le passé, même récent, de certains de ses membres.

Bref, il ne manquera pas d'arrivistes pour souscrire à la politique de Mitterrand, en échange d'un strapontin dans le gouvernement. Et on peut être sûr que, malgré ses déclarations préélectorales, Fabre ne sera pas le dernier à aller à la soupe.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impr. LITO, Paris-1er - Commission paritaire n° 46 450

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18

C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

De 1960 à 1977 :

la droite est restée aussi bête

(Suite de la page 1)

A noter cependant dans cette sérénade quelques fausses notes : le nombre des lits d'hôpitaux pour mille habitants n'a pas augmenté depuis dix-sept ans et, s'il y a plus de douches et de baignoires en 1977 qu'en 1960 — c'est encore heureux ! —, la moitié des logements n'en ont toujours pas.

Faut comprendre : l'Etat avait tant de dépenses importantes au même moment, entre les Terrible, **les** Redoutable **et autres sous-marins nucléaires, les bombes grosses, moyennes et petites, qu'il ne pouvait pas s'occuper de ces vétilles. Mais au fait, c'est une statistique qui manque : le nombre de mégatonnes disponibles par habitant. Pourtant, la progression serait probablement très spectaculaire...**